



AUREA

Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

Société Anonyme au capital de 14 388 561,60 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel Au 30 juin 2016

AUREA est un pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable. Le groupe, pur acteur de l'économie circulaire, est leader en Europe de la régénération des huiles noires moteur, pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés et dans le recyclage du PVC rigide. Il est également recycleur de plastiques complexes et d'emballages, recycleur et affineur d'aluminium, recycleur de cuivre et producteur d'alliages cuivreux, spécialiste du traitement et du recyclage du zinc, du plomb et du cadmium. Le groupe est aussi un acteur reconnu du traitement et de la décontamination de déchets mercuriels.

Euronext Paris Compartiment C - Code ISIN FR 0000039232 - Mnémonique AURE

www.aurea-france.com



AURE
LISTED
EURONEXT

Rapport Financier Semestriel au 30/06/2016

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes Page 3

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 4

2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2016 Page 5

2.1. Présentation du groupe AUREA	Page 5
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2016	Page 6
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2016	Page 6
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2016	Page 8
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2016	Page 8
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 8
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 9

Comptes consolidés au 30 juin 2016 Page 13

Bilan simplifié actif	Page 14
Bilan passif	Page 15
Compte de résultat	Page 16
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 17
Tableau des flux de trésorerie	Page 18
Variation des capitaux propres	Page 19
Annexe aux comptes consolidés	Page 20
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2016	Page 39

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice".

Joël PICARD
Président Directeur Général
Paris, le 30/09/2016

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

Le Cabinet Gilles HUBERT – 82, rue de Rigny – 94360 Bry sur Marne, représenté par Monsieur Gilles HUBERT, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit - 10, rue Ernest Psichari - 75007 Paris, représenté par Monsieur Philippe JOUBERT, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

Le cabinet AUDITEC (société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes) – 21, Boulevard Poissonnière – 75002 Paris, renouvelée par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

Le Cabinet FGH Audit - 8, rue Duplex - 75008 Paris, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD

Président Directeur Général

AUREA

3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 85 45

Télécopie: 01 53 83 85 46

contact@aurea-france.com

www.aurea-france.com

Chapitre 2

Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2016

2.1. Présentation du groupe AUREA

Le groupe, pur acteur de l'économie circulaire, est leader en Europe de la régénération des huiles noires moteur, n°1 européen de la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés. Il est également recycleur de plastiques complexes et d'emballages, recycleur de PVC rigide, recycleur et affineur d'aluminium, recycleur de cuivre et producteur d'alliages cuivreux, n°1 européen du recyclage du cadmium, spécialiste du traitement et du recyclage du zinc et du plomb. Le groupe est aussi un acteur reconnu du traitement et de la décontamination de déchets mercuriels.

Sa philosophie est de "créer une véritable dynamique en regroupant les PMI les plus performantes dans ces secteurs d'activités". Et de participer le plus activement possible au développement d'une véritable économie circulaire. AUREA entend ainsi constituer un pôle significatif et rentable, spécialisé dans le recyclage et la régénération des déchets, en fédérant des entreprises du secteur et parallèlement en accélérant l'émergence de nouveaux métiers liés au recyclage.

Le développement durable couvre un nombre croissant de produits, par exemple :

- Les huiles,
- Les piles,
- Les matériels électroniques,
- La déconstruction automobile,
- Les métaux,
- Les plastiques complexes,
- Les déchets du bâtiment et en particulier le PVC,
- Les pneus...

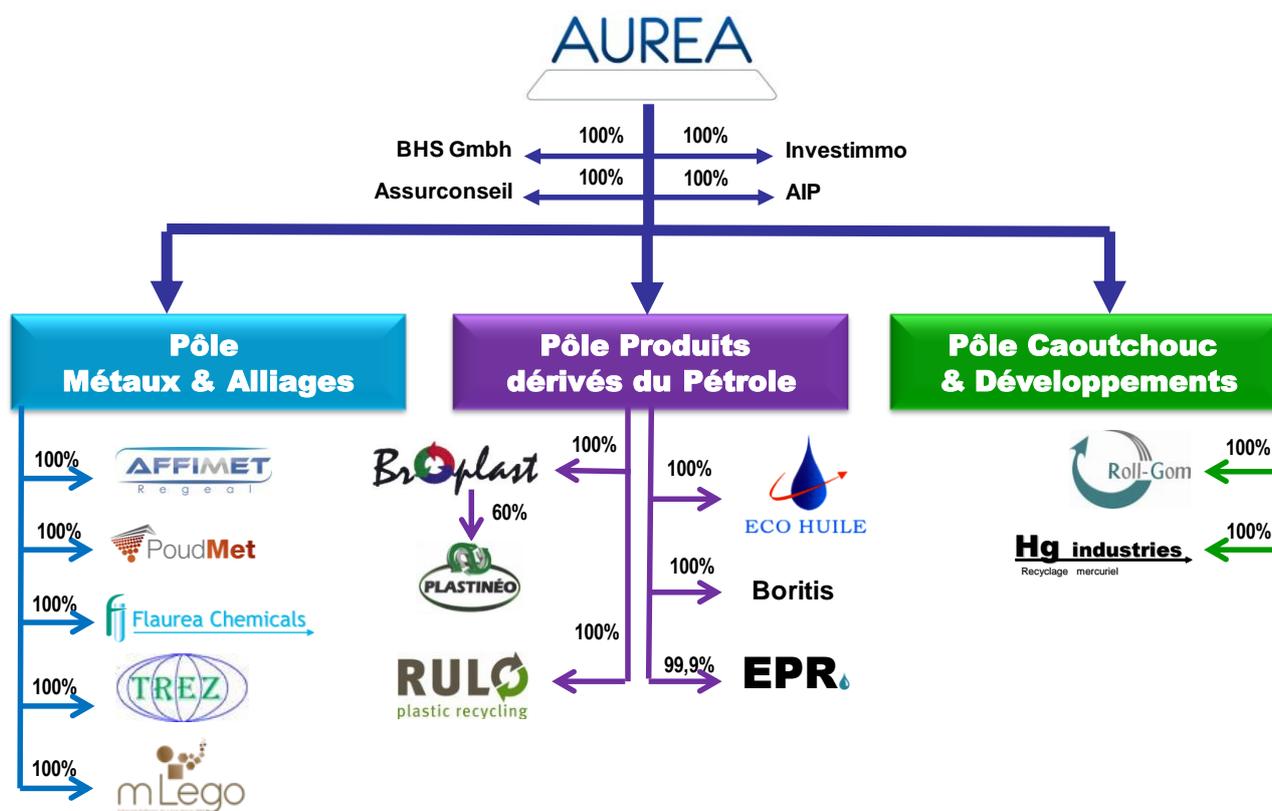
De nombreuses PMI se sont créées ou spécialisées dans ce secteur. Si elles ne présentent souvent qu'un intérêt marginal pour les grands groupes, elles peuvent trouver un pôle d'accueil et de développement avec AUREA.

AUREA adopte à la fois une démarche de croissance externe et une démarche de développement industriel. Le groupe, qui se définit comme un "industriel d'opportunités", recherche en effet des niches d'activités où AUREA peut être un acteur significatif et industrialiser les process de recyclage de façon à les rentabiliser.

AUREA est aujourd'hui un pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable et l'économie circulaire :

- Un groupe fort de 10 sites industriels principaux et de 8 sites industriels secondaires, en France et en Belgique,
- Une organisation en 3 pôles d'activité : Métaux & Alliages, Produits dérivés du Pétrole, Caoutchouc & Développements,
- 509 collaborateurs au 30/06/2016.

2.2. Organigramme juridique au 30/06/2016



2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2016

2.3.1. Activité

CA consolidé en M€	30/06/2016	30/06/2015	30/06/2014
1 ^{er} trimestre	43,6	49,5	44,3
2 ^{ème} trimestre	43,8	48,8	45,0
Total CA consolidé au 30 juin	87,4	98,4	89,3

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2016 s'élève à 87,4 M€ en diminution de 11% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Cet écart s'explique par baisse des cours des métaux et la poursuite du blocage de la collecte huiles usagées.

- Le pôle Métaux & Alliages a montré une bonne activité avec des volumes vendus globalement en augmentation. Il présente toutefois une baisse de son chiffre d'affaires liée à la chute des cours moyens des métaux (-27% pour le zinc, -20% pour le cuivre, -14% pour l'aluminium et le cadmium). Les indexations tant à la vente qu'à l'achat des métaux ont permis de lisser l'effet des cours sur les marges. Chez REGEAL, le 3^{ème} four a commencé sa production d'aluminium avec succès.

- Le pôle Produits dérivés du Pétrole demeure soumis aux difficultés persistantes dans le secteur des huiles usagées. L'usine d'ECO HUILE à Lillebonne est maintenue à l'arrêt dans ce contexte de crise dont le début de sortie est à présent envisageable dans le courant du 2ème semestre 2016. Le secteur des plastiques et PVC reste stable.
- Le pôle Caoutchouc & Développements montre une bonne progression de son chiffre d'affaires au T2, avec une forte activité exportatrice chez ROLL GOM, en particulier vers l'Allemagne. L'usine de décontamination mercurielle reste en attente de l'autorisation administrative qui lui permettra de pouvoir répondre positivement à la demande croissante de ses clients.

2.3.2. Résultats

Résultats consolidés en M€	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires consolidé	87,4	98,4
Résultat opérationnel courant	0,5	3,2
Résultat opérationnel non courant	0,7	-0,3
Résultat opérationnel	1,2	2,9
Résultat net des activités poursuivies	1,1	2,0
Résultat net des activités cédées/abandonnées	-	-0,5
Résultat net des entreprises intégrées	1,1	1,5
Résultat net part du groupe	1,1	1,5

Le résultat net part du groupe ressort à 1,1 M€ comparé à 1,5 M€ pour l'exercice précédent. La régénération des huiles, compte tenu de la situation conjoncturelle de la filière, pèse négativement pour environ 2,5 M€ dans le résultat opérationnel. Les sociétés récemment acquises (depuis 24 mois) en cours de réorganisation ont pour leur part réduit leurs pertes à environ 0,3 M€.

- **Pôle Métaux & Alliages** : Bien que le chiffre d'affaires du pôle ait pâti de la baisse des cours des métaux entre les deux S1 2016 et 2015, la marge dégagée par les ventes a été sauvegardée. L'investissement dans un 3ème four d'aluminium à l'usine de Compiègne – opérationnel en juillet 2016 – a engendré ponctuellement des charges supplémentaires sur le 1er semestre, qui seront couvertes par l'accroissement des volumes sur le reste de l'exercice. Les autres activités du pôle M&A ont eu un fonctionnement satisfaisant.
- **Pôle Produits dérivés du Pétrole** : La situation d'arrêt de la filière collecte/régénération d'huiles usagées n'ayant pas évolué au S1, ECO HUILE présente une perte importante. Les arrêtés ministériels, réformant les règles applicables à la collecte et augmentant la part des huiles collectées destinées à la régénération, pourraient donner leurs premiers effets au cours du S2. Les activités PVC et thermoplastiques sont demeurées stables.
- **Pôle Caoutchouc & Développements** : L'activité de recyclage des pneus usagés a montré une bonne performance tout au long du 1er semestre avec une activité export soutenue. La faiblesse de l'activité de décontamination mercurielle, due à la difficulté persistante à obtenir la mise à jour des autorisations administratives, n'a pas permis de faire décoller sa contribution.

La part non courante du résultat ressort à 0,7 M€, constituée essentiellement du "badwill" favorable dégagé par l'acquisition de nouveaux actifs de SCORI par la filiale EPR en juin 2016.

Les pertes liées aux activités abandonnées ayant été définitivement purgées en 2015, aucune charge ne figure plus au compte de résultat à ce titre.

Au 30/06/2016, les fonds propres du groupe s'établissent à 73,3 M€, stables par rapport au 31/12/2015.

La trésorerie disponible à fin juin 2016 s'élève à 27,1 M€. AUREA continue de disposer d'un niveau de trésorerie lui permettant de faire face à ses engagements financiers, de réaliser ses investissements industriels et de poursuivre sa stratégie de croissance externe.

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2016

Les capacités financières du groupe demeurent stables et lui permettent de faire face à ses engagements bancaires, à ses investissements industriels et de financer des opérations de croissance externe pour lesquelles une trésorerie significative et immédiatement mobilisable constitue un facteur-clé de succès.

Ainsi, la société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR), filiale d'AUREA, a acquis fin juin 2016 auprès de SCORI de nouvelles activités de traitement des huiles solubles et de traitement des eaux polluées. Par cette acquisition, elle acquiert un ensemble immobilier et des moyens industriels performants, voisins de ses propres installations et de celles d'ECO HUILE. Cette nouvelle activité bénéficiera de l'expertise du Groupe AUREA pour poursuivre son développement.

Par ailleurs, le dividende voté lors de l'Assemblée générale du 23/06/2016 a été massivement souscrit en actions, confirmant ainsi la confiance des actionnaires dans le groupe AUREA.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2016

Alors que l'activité reste soutenue dans la plupart des secteurs au début du 2^{ème} semestre, les perspectives d'amélioration pour le retraitement des huiles usagées pourraient se concrétiser, sans qu'il soit encore possible à ce stade d'augurer du temps nécessaire au rétablissement de l'activité.

AUREA continue d'étudier des opportunités d'acquisitions destinées à renforcer ses pôles existants ou se développer dans de nouvelles activités en cohérence avec sa stratégie de croissance.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2016 sont de même nature que ceux décrits en pages 67 à 71 dans le document de référence 2015, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2/06/2016 sous le numéro D.16-0560 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées directement et indirectement au 30/06/2016 et part du capital détenue par AUREA

Société	Forme sociale	% de capital détenu
AIP (Belgique)	SPRL	100%
AUREA Assurconseil	SARL	100%
AUREA Belgique (Belgique)	SPRL	100%
AUREA Investimmo	SAS	100%
AUREA Portugal (Portugal)	SA	98%
BAGNOUFFE (Belgique)	SPRL	100%
BHS (Allemagne)	GmbH	100%
BORITIS	SAS	100%
BROPLAST	SAS	99%
ECO HUILE	SAS	100%
EPR	SARL	99,9%
FLAUREA Chemicals (Belgique)	SA	100%
HG Industries	SAS	100%
M LEGO	SAS	100%
OIL Environnemental Africa (Côte d'Ivoire)	SA	60%
PLASTINEO	SAS	60%
POUDMET	SAS	100%
REGEAL	SAS	100%
ROLL GOM	SAS	100%
RULO (Belgique)	SA	100%
TREZ France	SAS	100%
Immobilière Albrecht 8	SCI	100%
Immobilière de Blachou (Belgique)	SPRL	100%
Immobilière de Compiègne	SCI	100%
Immobilière des Mofflaines	SCI	100%
Immobilière Pérignat	SCI	100%
Immobilière Pérignat 2	SCI	100%
Immobilière Pérignat 3	SCI	100%

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans AUREA.

La société OIL Environnemental Africa, compte tenu de son absence d'activité, n'est pas consolidée.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2016

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- Joël PICARD, demeurant Rond Point de l'Etoile 3 – 1050 Bruxelles (Belgique), né le 17 septembre 1944 à Morzine (74) détient 2 215 089 actions AUREA, soit 18,4% du capital et 23,1% des droits de vote nets (y compris les 0,2% d'actions AUREA que détient NORTHBROOK Belgium contrôlée à 100% par Joël PICARD).
- La société FINANCIERE 97, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, ayant pour numéro unique d'identification 384 723 921 RCS Paris, détient 4 208 604 actions, soit 35,1% du capital et 43,0% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société ZENLOR, SAS au capital de 50 632 111 € dont le siège social est 25, rue Marbeuf- 75008 Paris, immatriculée 478 396 658 RCS Paris, détient 740 580 actions représentant 6,2% du capital et 6,9% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).
- La société CM-CIC Investissement, dont le siège social est 28 avenue de l'Opéra - 75002 Paris, immatriculée 317 586 220 RCS Paris, détient 747 208 actions représentant 6,2% du capital et 7,7% des droits de vote nets.

Il convient de noter que l'AG du 25 juin 2015 avait supprimé pour les administrateurs la condition de détention minimum d'actions et modifié en conséquence l'article 10 des statuts.

2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2016

Au 30/06/2016

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre brut de droits de vote	% des droits de vote bruts	Nombre net de droits de vote (***)	% des droits de vote nets
FINANCIERE 97 (*)	4 208 604	36,6%	7 954 370	42,9%	7 954 370	43,2%
Joël PICARD	2 186 069	19,0%	4 234 924	22,9%	4 234 924	23,0%
NORTHBROOK Belgium (**)	29 020	0,3%	29 020	0,2%	29 020	0,2%
Sous total Joël PICARD	6 423 693	55,9%	12 218 314	65,9%	12 218 314	66,4%
René RIPER	126 093	1,1%	141 896	0,8%	141 896	0,8%
Antoine DIESBECQ	672	0,0%	1 328	0,0%	1 328	0,0%
Bernard GALLOIS	416	0,0%	416	0,0%	416	0,0%
Roland du LUART	5 901	0,1%	8 401	0,0%	8 401	0,0%
Myrtille PICARD	104	0,0%	204	0,0%	204	0,0%
Airelle PICARD	25	0,0%	25	0,0%	25	0,0%
Total Administrateurs	6 556 904	57,0%	12 370 584	66,8%	12 370 584	67,2%
CM CIC Investissement (****)	747 208	6,5%	1 415 569	7,6%	1 415 569	7,7%
ZENLOR (****)	740 580	6,4%	1 280 469	6,9%	1 280 469	7,0%
Auto-détention et programme de rachat	120 518	1,0%	120 518	0,7%	-	-
Public	3 334 790	29,0%	3 344 075	18,0%	3 344 075	18,2%
TOTAL	11 500 000	100,00%	18 531 215	100,00%	18 408 499	100,00%

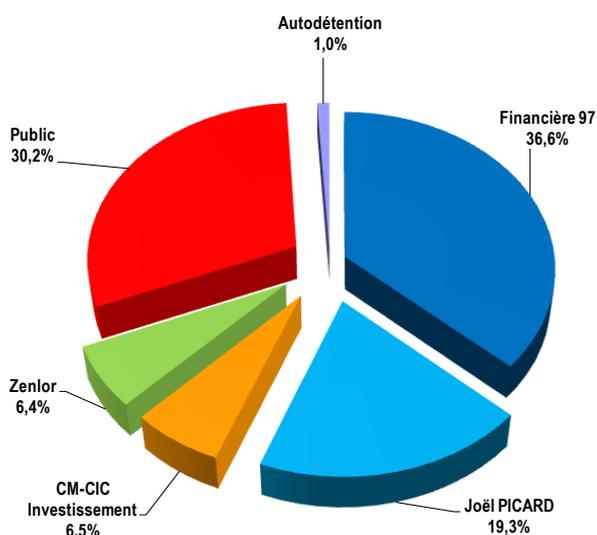
(*) Détenue directement ou indirectement à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD et sa famille. Joël PICARD est membre du conseil d'administration de FINANCIERE 97, ainsi que ses 2 filles Myrtille PICARD et Airelle PICARD.

(**) La société NORTHBROOK Belgium est contrôlée à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD.

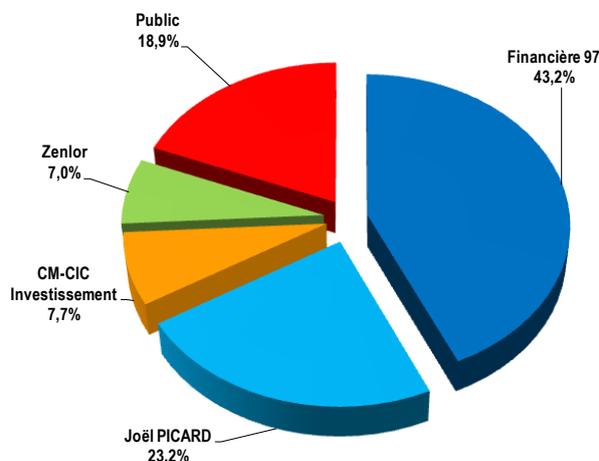
(***) Nombre net = nombre total de droits de vote retraité des actions privées de droit de vote (auto-détention)

(****) A la connaissance de la société

Répartition du capital au 30/06/2016



Répartition des droits de vote nets au 30/06/2016



Il est à noter que, compte tenu de 191 987 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en actions, le capital d'AUREA est désormais composé depuis le mois de juillet 2016 de 11 691 987 actions. Ces actions nouvelles, représentant 1,67% du capital et 1,04% des droits de vote bruts, sur la base du nombre d'actions en circulation au 30/06/2016 (après la réduction de capital par annulation d'actions auto-contrôlées décidée par le conseil d'administration du 23 juin 2016) augmenté du nombre d'actions nouvelles créées, portent jouissance à compter du 1^{er} janvier 2016 et disposent des mêmes droits que les actions ordinaires déjà en circulation. Elles ont été admises aux négociations sur Euronext Paris le 27 juillet 2016.

2.7.4. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2016

Néant.

2.7.5. Déclarations relatives aux opérations effectuées par les administrateurs

Les opérations réalisées au cours du 1^{er} semestre 2016 sur les titres de la société par les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, et selon les modalités prévues par les articles 222-14 et 222-15 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers, sont les suivantes :

Joël PICARD, Président Directeur Général

- Opération en date du 15/02/2016 : acquisition de 2 000 actions au prix unitaire de 4,75 €

2.7.6. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale du 23/06/2016, dans sa 7^{ème} résolution, a renouvelé l'autorisation pour AUREA d'opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Au 30/06/2016, la société détenait au total 120 518 actions (incluant le contrat de liquidité) représentant 1,0% du capital.

2.7.8. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2016



Caractéristiques

Libellé : AUREA
 ISIN : FR0000039232
 Mnémonique : AURE
 Compartiment C



Autre ligne de cotation

Obligations maturité 12/06/2019
 Taux d'intérêt annuel 4,75%
 Cotation au fixing sur Alternext

Libellé : AUREA4.75%JUN2019
 ISIN : FR0011519982
 Mnémonique : AURAA

AUREA



Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

Comptes consolidés

au 30 juin 2016

Comptes consolidés au 30/06/2016

Bilan simplifié actif

En K€	Note	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015	30/06/2014
		IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
Ecarts d'acquisition	1	11 565	11 565	11 554	11 550
Immobilisations incorporelles	2	924	955	1 013	1 156
Immobilisations corporelles	2	54 046	52 154	49 854	45 183
Actifs financiers non courants	3	1 249	1 149	1 512	1 353
Actifs d'impôts différés non courants		39	75	82	224
Actifs non courants		67 824	65 897	64 014	59 466
Stocks	4	23 506	29 458	32 350	24 562
Clients et autres débiteurs	5	29 573	26 885	30 466	36 103
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	27 067	19 140	20 312	18 016
Actifs courants		80 146	75 483	83 128	78 680
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	560	2 125	338
TOTAL ACTIF		147 970	141 941	149 267	138 484

Comptes consolidés au 30/06/2016

Bilan simplifié passif

En K€	Note	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015	30/06/2014
		IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
Capital		13 800	14 389	14 150	13 920
Primes		17 666	19 503	18 732	18 004
Actions propres		-659	-2 673	-2 215	-1 211
Résultats accumulés		41 376	41 033	40 923	37 584
Résultat de l'exercice		1 087	1 480	1 501	896
Intérêts minoritaires		2	-3	-12	-
Capitaux propres		73 272	73 728	73 077	69 193
Emprunts portant intérêts	8, 9	19 521	17 375	18 608	21 450
Provisions pour risques et charges	7	390	398	690	117
Passifs d'impôts différés non courants		8 530	8 634	8 571	7 301
Engagements de retraite	7	1 405	1 343	1 192	1 096
Passifs non courants		29 846	27 720	29 061	29 964
Provisions pour risques et charges	7	224	335	356	931
Fournisseurs et autres créditeurs	10	38 516	35 076	40 287	31 829
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	8, 9	4 959	4 857	4 642	4 806
Emprunts court terme	6, 7, 8	8	19	46	158
Autres passifs courants		1 146	-	1 139	1 147
Passifs courants		44 853	40 287	46 470	38 871
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	175	660	455
TOTAL PASSIF		147 970	141 941	149 267	138 484

Comptes consolidés au 30/06/2016

Compte de résultat

En K€	Note	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015	30/06/2014
		IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
Chiffre d'affaires consolidé	14	87 445	175 980	98 356	89 356
Production stockée		-5 377	3 426	3 225	-106
Achats et services extérieurs		-66 194	-146 501	-82 350	-73 208
Impôts et taxes		-1 539	-2 361	-1 818	-1 617
Frais de personnel		-12 118	-23 752	-12 482	-10 017
Autres produits et charges opérationnels		820	2 438	1 115	82
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels		-2 541	-5 992	-2 872	-2 648
Résultat opérationnel courant		496	3 239	3 174	1 842
Autres produits opérationnels non courants		1 673	1 463	483	607
Autres charges opérationnelles non courantes		-921	-1 607	-799	-376
Résultat opérationnel		1 248	3 095	2 859	2 073
Coût de l'endettement financier net		-485	-779	-386	-292
Charge d'impôt		329	88	-434	-423
Résultat net des activités poursuivies		1 092	2 404	2 039	1 358
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	11	-	-920	-541	-460
Résultat net des entreprises intégrées		1 092	1 484	1 497	899
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-	-	-	-
Résultat net		1 092	1 484	1 497	899
RESULTAT NET PART DU GROUPE		1 087	1 480	1 501	896
Intérêts minoritaires		5	4	-3	3

Résultat net par action des activités poursuivies	13	0,10 €	0,21 €	0,18 €	0,12 €
Résultat dilué par action des activités poursuivies	13	0,10 €	0,21 €	0,18 €	0,12 €
Résultat net par action part du groupe	13	0,10 €	0,13 €	0,12 €	0,08 €
Résultat dilué par action part du groupe	13	0,10 €	0,13 €	0,12 €	0,08 €

Comptes consolidés au 30/06/2016

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015	30/06/2014
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
Résultat net	1 092	1 484	1 497	899
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-	-
Changements de méthodes	-	-	-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	158	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Impôts	-	-53	-	-
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	-	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	105	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	1 087	1 585	1 501	896
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	5	4	-3	3
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 092	1 589	1 497	899

Comptes consolidés au 30/06/2016

Tableau des flux de trésorerie

En K€	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015	30/06/2014
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)	1 092	1 484	1 497	899
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 665	5 890	2 348	2 650
Autres produits et charges calculés	-791	-1 087	-	-323
Variation de juste valeur	-6	-60	-73	-
Plus et moins values de cession	382	406	71	25
Païement fondé sur des actions	-	43	24	15
Coût de l'endettement financier net	527	1 189	627	291
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-329	33	438	423
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-
Capacité d'autofinancement	3 540	7 899	4 932	3 990
Variation du BFR :				
Impôts versés et variation des impôts différés	-422	42	1 204	-603
Variation du BFR lié à l'activité	7 582	-459	-2 445	-6 470
Variation de trésorerie générée par l'activité (A)	10 699	7 482	3 691	-3 083
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-4 481	-5 356	-1 536	-959
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	446	1 268	15	8
Variations nettes des autres actifs financiers non courants	-	39	-278	-2
Variation nette des titres non consolidés	-100	-	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées	-	-	-	-
Incidence des variations de périmètre	-	-625	1	-20
Autres	-	-	-	11
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)	-4 136	-4 673	-1 798	-963
Dividendes à verser aux actionnaires de la société mère	-1 146	-1 134	-1 139	-1 147
Dettes sur dividendes vis-à-vis des actionnaires	1 146	-	1 139	1 147
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	991	-	-
Achat et revente d'actions propres	-413	-725	-268	-561
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	4 074	4 571	2 624	396
Remboursement des emprunts et dettes financières	-1 513	-5 836	-2 644	-2 867
Autres flux liés aux opérations de financement	-868	-1 201	-894	-291
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)	1 291	-3 335	-1 179	-3 324
Incidence des variations de devises	-	-	-	-
Autres flux sans incidence sur la trésorerie	6	60	73	-
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C)	7 861	-468	785	-7 370
Trésorerie nette d'ouverture	19 198	19 666	19 666	25 132
Trésorerie nette de clôture	27 059	19 198	20 451	17 762

Les postes du tableau de flux de trésorerie comprennent les éléments des activités poursuivies et abandonnées.

Comptes consolidés au 30/06/2016

Variation des capitaux propres

En K€	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2013	11 600 000	13 921	17 988	-651	38 739	69 997	-4	69 993
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	15	-	-	15	-	15
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-559	-	-559	-	-559
Dividendes	-	-	-	-	-1 146	-1 146	-	-1 146
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	896	896	3	899
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-8	-8	-	-8
Capitaux propres au 30/06/2014 (*)	11 600 000	13 921	18 003	-1 210	38 481	69 195	-1	69 194
Capitaux propres au 31/12/2014	11 791 534	14 150	18 760	-1 947	42 062	73 024	-9	73 015
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-28	-	-	-28	-	-28
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-268	-	-268	-	24
Dividendes	-	-	-	-	-1 139	-1 139	-	-1 139
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	1 501	1 501	-3	1 497
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2015	11 791 534	14 150	18 732	-2 215	42 424	73 089	-12	73 077
Capitaux propres au 31/12/2015	11 990 468	14 389	19 503	-2 672	42 514	73 732	-4	73 728
Opérations sur capital	-490 468	-589	-1 837	2 426	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-413	-	-413	-	-413
Dividendes	-	-	-	-	-1 146	-1 146	-	-1 146
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	1 087	1 087	5	1 092
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	9	9	1	10
Capitaux propres au 30/06/2016	11 500 000	13 800	17 666	-659	42 464	73 269	2	73 272

Le capital d'AUREA au 30/06/2016 était constitué de 11 500 000 actions de 1,20 € entièrement libérées.

Compte tenu de 191 987 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en actions, le capital d'AUREA est désormais composé depuis le mois de juillet 2016 de 11 691 987 actions.

Comptes consolidés au 30/06/2016

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée à Euronext Paris, compartiment C.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe AUREA qui sont publiés au titre du 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2016, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables appliqués par le groupe au 30 juin 2016, sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2015, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables à partir du 1^{er} janvier 2016), à savoir :

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2016

Aucune nouvelle norme ne s'applique pour la 1^{ère} fois à compter du 1^{er} janvier 2016.

Seuls quelques amendements de normes s'appliquent obligatoirement aux exercices ouverts en 2016 :

- Amendement à IAS 1 – "Amélioration des informations à fournir en annexe" ;
- Amendement à IAS 16 et IAS 38 – "Eclaircissements sur les modes d'amortissements acceptables" ;
- Amendement à IAS 19 – "Régime à prestations définies, cotisation des membres du personnel" ;
- Amendements à IFRS 11 – "Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes" ;
- Améliorations annuelles, cycle 2010-2012 et cycle 2012-2014.

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30/06/2016

Le groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2016 :

- IFRS 15 - "Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients" ;
- IFRS 9 - "Instruments financiers" ;
- IFRS 16 – "Contrats de location" ;

- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - "Ventes ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une co-entreprise" ;
- Amendements à IAS 7- "Initiative concernant les informations à fournir" ;
- Amendements à IAS 12 - "Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées".

Une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations est actuellement en cours.

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 10, les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Selon les dispositions de la norme IFRS 11, les partenariats du groupe sont classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties.

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément aux dispositions de la norme IAS 28. L'influence notable est présumée lorsque la participation du groupe est supérieure ou égale à 20%. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentages de détention inférieurs.

1.2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes. Cette opération est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales,
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1er janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les principes de la précédente version de la norme IFRS 3. Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1er janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

En application de cette nouvelle norme, le groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition, tels que les honoraires de due diligence et les autres honoraires associés, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés identifiables est comptabilisée en goodwill.

Le groupe dispose d'un délai de 12 mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.2.4. Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Activités abandonnées

Les activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession sont présentées sur une ligne séparée du bilan consolidé à la clôture de l'exercice présenté, dès lors qu'elles concernent :

- soit un pôle d'activité ou une zone géographique significative pour le groupe faisant partie d'un plan unique de cession,
- soit une filiale acquise uniquement dans un but de revente.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Actifs en cours de cession

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

1.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées suivant les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser. Les principales hypothèses retenues par le groupe sont décrites dans la note 3 – "Tests de valeur sur goodwill et autres actifs non financiers".

Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 – "Paiements fondés sur des actions". L'attribution d'actions gratuites représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées ainsi ;
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisations internes : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés ;
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables.

Evaluations des engagements de retraite

Le groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées dans la note 8-1 – "Provision pour retraite". Le groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles, toutefois les engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

1.3.2. Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts de l'emprunt obligataire, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

1.3.3. Impôts sur le résultat

Le groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3.4. Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus. Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les plans d'attribution d'actions gratuites.

1.3.5. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans la périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrés globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique "Ecart d'acquisition".

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur ("impairment test") au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

1.3.6. Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels : 2 à 5 ans
- Licences d'exploitation : 15 à 20 ans

1.3.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions : 10 à 15 ans
- Agencement, aménagements des constructions : 8 à 15 ans
- Matériels et outillages : 3 à 15 ans
- Installations et agencements : 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 15 ans

1.3.8. Contrats de location financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, en contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

1.3.9. Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations encours, un test est réalisé au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

1.3.10. Actifs financiers non courant

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnement et des autres créances immobilisées.

1.3.11. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

1.3.12. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

1.3.13. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

1.3.14. Titres autodétenus

Les titres auto-détenus par le groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

1.3.15. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans les comptes de régularisation passif.

1.3.16. Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

1.3.17. Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, qu'elle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-dessus). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

1.3.18. Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisée au bilan.

Le coût des services passé correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

1.3.19. Emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique "coût de l'endettement financier".

Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante "capitaux propres", la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaire mais ne comportant pas de composante capitaux propres. La valeur attribuée à la composante "capitaux propres comptabilisée" séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument.

La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante dette et à la composante "capitaux propres".

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste "Partie à court terme des emprunts portant intérêts".

1.3.20. Revenus

Les revenus sont constitués par des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du groupe. Ces revenus sont comptabilisés selon IAS 18 "produits des activités ordinaires" lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue et lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, que le revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Les remises commerciales ou rabais sont comptabilisés en déduction du revenu.

2. Acquisitions d'entreprises

Au cours du 1^{er} semestre 2016, Ecologic Petroleum Recovery a procédé à l'acquisition auprès de SCORI de nouvelles activités de traitement des huiles solubles et de traitement des eaux polluées.

Valeur dans les comptes de la société achetée comparée à leur valeur réévaluée dans les comptes d'AUREA :

<i>Juste valeur des actifs et passifs acquis – en K€</i>	Valeurs historiques	Ajustement juste valeur	Juste valeur
Actifs incorporels	-	-	-
Actifs corporels	196	1 186	1 382
Actifs financiers NC	-	-	-
Stocks	-	-	-
Clients et autres débiteurs	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-
PRC	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-	-
Dettes financières	-	-	-
IDP nets	-	-395	-395
Actifs nets acquis	196	791	987
Ecart acquisition sur quote part acquise			-791
Juste valeur de la contre partie remise au vendeur			196

Le contexte de l'acquisition est la raison principale de la détermination d'un écart d'acquisition négatif ("bad will"). La comptabilisation initiale de celui-ci est susceptible de modifications dans la période de 12 mois suivant l'acquisition.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

Néant.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecarts d'acquisition

En application de la norme IAS 38, la partie non identifiable des fonds commerciaux reconnus dans les comptes sociaux a fait l'objet d'un reclassement en goodwill et figure à ce titre sur la ligne "Autres mouvements".

<i>En K€</i>	Valeur nette
Valeur au 31/12/2014	11 550
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	5
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2015	11 555
Valeur au 31/12/2015	11 565
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2016	11 565

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles**Immobilisations incorporelles**

En K€	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur brute au 31/12/2014	-	2 400	2 400
Acquisitions	-	8	8
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-4	-4
Valeur brute au 30/06/2015	-	2 404	2 404
Valeur brute au 31/12/2015	-	2 423	2 423
Acquisitions	-	18	18
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	85	85
Valeur brute au 30/06/2016	-	2 526	2 526

En K€	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Amortissements au 31/12/2014	-	-1 311	-1 311
Amortissements de la période	-	-81	-81
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	2	2
Amortissements au 30/06/2015	-	-1 390	-1 390
Amortissements au 31/12/2015	-	-1 468	-1 468
Amortissements de la période	-	-81	-81
Cessions	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-52	-52
Amortissements au 30/06/2016	-	-1 601	-1 601

En K€	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Total
Valeur nette au 30/06/2015	-	1 014	1 014
Valeur nette au 31/12/2015	-	955	955
Valeur nette au 30/06/2016	-	924	924

Immobilisations corporelles

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 31/12/2014	5 953	14 913	78 514	1 879	2 579	103 838
Acquisitions	3	17	755	93	602	1 470
Cessions	-	-	-221	-83	-	-304
Effets de périmètre et reclassement	-	-	47	42	-42	47
Valeur brute au 30/06/2015	5 955	14 930	79 095	1 932	3 140	105 052

Valeur brute au 31/12/2015	5 960	15 195	83 916	2 010	3 931	111 012
Acquisitions	-	105	1 293	129	2 831	4 358
Cessions	-14	-219	-1 124	-154	-1	-1 512
Effets de périmètre et reclassement	154	369	2 881	981	-1 916	2 469
Valeur brute au 30/06/2016	6 100	15 450	86 966	2 966	4 844	116 326

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 31/12/2014	-350	-7 946	-43 415	-1 126	-	-52 837
Amortissements de la période	-16	-589	-1 807	-87	-	-2 499
Cessions	-	-	132	32	-	164
Effets de périmètre et reclassement	4	-4	-1	-25	-	-26
Amortissements au 30/06/2015	-363	-8 540	-45 091	-1 205	-	-55 199

Amortissements au 31/12/2015	-375	-8 729	-48 523	-1 230	-	-58 857
Amortissements de la période	-12	-324	-2 210	-95	0	-2 641
Cessions	14	217	312	140	-	683
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-491	-970	-	-1 461
Amortissements au 30/06/2016	-373	-8 837	-50 912	-2 156	-	-62 278

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 30/06/2015	5 592	6 390	34 004	727	3 140	49 853
Valeur nette au 31/12/2015	5 585	6 466	35 393	780	3 931	52 155
Valeur nette au 30/06/2016	5 727	6 613	36 054	810	4 844	54 048

En K€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Dont location financement au 30/06/2015	16 209	-8 756	7 454
Dont location financement au 31/12/2015	16 284	-9 228	7 056
Dont location financement au 30/06/2016	16 238	-9 672	6 565

Note 3 : Actifs financiers non courants**Titres de participation non consolidés**

En K€	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Dotations	Reprises	Au 30/06/2016
Oil Environmental Africa	34	-	-	-	-	34
Autres	2	100	-	-	-	102
Total titres de participation non consolidés	36	100	-	-	-	136

Autres actifs financiers

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Dépôts et cautionnements versés	1 251	872	875
Autres créances immobilisées	225	240	238
Total autres actifs financiers	1 476	1 113	1 113

Note 4 : Stocks

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Métaux & Alliages	23 766	21 294	19 010
Produits dérivés du Pétrole	8 225	7 732	3 554
Caoutchouc & Développements	883	1 211	1 246
Total valeurs brutes	32 875	30 237	23 810

En K€	31/12/2015	Dotations	Reprises	30/06/2016
Métaux & Alliages	-117	-99	56	-161
Produits dérivés du Pétrole	-661	-	532	-129
Caoutchouc & Développements	-	-14	-	-14
Total dépréciations	-778	-113	588	-304

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Métaux & Alliages	23 630	21 177	18 850
Produits dérivés du Pétrole	7 848	7 071	3 425
Caoutchouc & Développements	871	1 211	1 232
Total valeurs nettes	32 350	29 458	23 506

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Créances clients et comptes rattachés	23 271	19 819	22 965
Etat, organismes sociaux	4 734	3 953	3 771
Créances diverses	1 794	2 721	2 248
Charges constatées d'avance	668	393	589
Total clients et autres débiteurs	30 466	26 885	29 573

Analyse des créances clients

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Créances clients facturées	23 794	20 331	23 504
Dépréciation des créances clients	-523	-513	-539
Créances clients nettes	23 271	19 819	22 965

Analyse des créances échues non dépréciées

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
< 30 jours	2 633	2 066	2 051
Entre 30 et 60 jours	475	315	199
Entre 60 et 90 jours	154	41	197
> 90 jours	257	429	186
Créances échues non dépréciées	3 519	2 850	2 633

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Actions et obligations	2 380	-	-
OPCVM	3 165	869	875
Dépôts à terme	3 457	8 371	9 875
Total valeurs mobilières de placement	9 002	9 240	10 750
Disponibilités	11 310	9 900	16 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 312	19 140	27 067
Concours bancaires à CT (cf. note 8)	-46	-19	-8
Trésorerie à la clôture	20 266	19 121	27 059

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	31/12/2015	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		30/06/2016
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
. Risques fiscaux	23	-	-	-	-	23
. Risques opérationnels	219	-	-	-	-	219
. Risques sociaux	157	-	-	-8	-	149
. Risques divers	-	-	-	-	-	-
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	398	-	-	-8	-	390
Engagements pour indemnités de fin de carrière	1 343	-	74	-11	-	1 405
Passifs courants :						
. Risques fiscaux	-	-	-	-	-	-
. Risques opérationnels	138	-	-	-	-	138
. Risques sociaux	160	-	-	-120	-	40
. Risques divers	37	-	8	-	-	46
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	335	-	8	-120	-	224

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Passifs non courants :			
Dettes c/o établissements bancaires	4 628	2 298	4 495
Autres emprunts et dettes assimilées	13 980	15 077	15 026
Autres dettes	-	-	-
Emprunts portant intérêts	18 608	17 375	19 521
Passifs courants :			
Dettes c/o établissements bancaires	4 233	3 413	3 566
Autres emprunts et dettes assimilées	455	1 434	1 370
Autres dettes	-	29	32
Partie à CT des emprunts portant intérêts	4 688	4 876	4 968
Total des dettes financières	23 296	22 251	24 488

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Total des dettes financières	23 296	22 251	24 488
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 7)	-20 312	-19 140	-27 067
Endettement net	2 984	3 111	-2 579

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Autres emprunts	8 815	5 692	8 053
Total des emprunts	8 815	5 692	8 053
Concours bancaires CT	46	19	8
Total dettes c/o établissements bancaires	8 861	5 711	8 061

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Part à 1 an au plus	4 688	4 875	4 967
Part exigible de 1 à 5 ans	18 607	17 375	19 154
Part exigible au-delà de 5 ans	-	-	366
Total dettes	23 296	22 251	24 488

Note 10 : Fournisseurs et autres créditeurs

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Fournisseurs et comptes rattachés	23 854	19 921	20 694
Etat et organismes sociaux	9 883	6 731	6 891
Dettes diverses	6 318	8 227	10 729
Comptes de régularisation passifs	232	197	202
Total fournisseurs et autres créditeurs	40 287	35 076	38 516

Note 11 : Actifs destinés à être cédés

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	2 125	560	-
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés	660	175	-
Actifs non courants	1 442	140	-
Actifs courants	683	420	-
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	2 125	560	-
Passifs non courants	-	-2	-
Emprunts CT	-	-	-
Passifs courants hors emprunts CT	-660	177	-
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés	660	175	-
Chiffre d'affaires	-	-	-
Résultat opérationnel	-545	-806	-
Eléments financiers	-2	8	-
Charge d'impôt	6	121	-
Résultat net des activités abandonnées	-541	-920	-

Note 12 : Variation du besoin en fonds de roulement

En K€	30/06/2015	31/12/2015	30/06/2016
Stocks	-1 126	1 898	6 427
Créances clients et comptes rattachés	-7 142	-3 637	-3 120
Fournisseurs et comptes rattachés	3 176	-907	818
Autres actifs courants	-691	-549	1 202
Autres passifs courants	3 337	2 736	2 254
Total	-2 445	-459	7 582

5. Notes au compte de résultat consolidé**Note 13 : Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions autodétenues.

Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs. Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

Les tableaux ci-dessous indiquent le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

Résultat par action des activités poursuivies

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 31/12/2014 (*)	6 306	11 312 152	0,55 €
Résultat avant dilution au 30/06/2015	2 039	11 345 024	0,18 €
Paiements fondés sur des actions	24	15 500	-
Résultat net dilué au 30/06/2015 (**)	2 062	11 360 524	0,18 €
Résultat net dilué au 31/12/2015 (***)	2 404	11 346 045	0,21 €
Résultat avant dilution au 30/06/2016	1 092	11 377 524	0,10 €
Paiements fondés sur des actions	-	15 100	-
Résultat net dilué au 30/06/2016 (****)	1 092	11 392 624	0,10 €

(*) Nombre d'actions au 31/12/2014 = nombre d'actions ordinaires 11 680 338 – 396 986 actions d'autocontrôle

(**) Nombre d'actions au 30/06/2015 = nombre d'actions ordinaires 11 791 534 – 448 510 actions d'autocontrôle

(***) Nombre d'actions au 31/12/2015 = nombre d'actions ordinaires 11 878 291 – 532 246 actions d'autocontrôle

(****) Nombre d'actions au 30/06/2016 = nombre d'actions ordinaires 11 500 000 – 122 476 actions d'autocontrôle

Résultat par action part du groupe

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 31/12/2014 (*)	4 848	11 312 152	0,43 €
Résultat avant dilution au 30/06/2015	1 501	11 345 024	0,13 €
Paiements fondés sur des actions	24	15 500	-
Résultat net dilué au 30/06/2015 (**)	1 524	11 360 524	0,13 €
Résultat net dilué au 31/12/2015 (***)	1 484	11 346 045	0,13 €
Résultat avant dilution au 30/06/2016	1 092	11 377 524	0,10 €
Paiements fondés sur des actions	-	15 100	-
Résultat net dilué au 30/06/2016 (****)	1 092	11 392 624	0,10 €

(*) Nombre d'actions au 31/12/2014 = nombre d'actions ordinaires 11 680 338 – 396 986 actions d'autocontrôle

(**) Nombre d'actions au 30/06/2015 = nombre d'actions ordinaires 11 791 534 – 448 510 actions d'autocontrôle

(***) Nombre d'actions au 31/12/2015 = nombre d'actions ordinaires 11 878 291 – 532 246 actions d'autocontrôle

(****) Nombre d'actions au 30/06/2016 = nombre d'actions ordinaires 11 500 000 – 122 476 actions d'autocontrôle

Note 14 : Information sectorielle**Informations par segment opérationnel**

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2016
Chiffre d'affaires	68 980	12 337	6 128	-	87 445
Actifs non courants	35 302	22 614	7 465	2 443	67 824

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliage	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 31/12/2015
Chiffre d'affaires	135 178	29 108	11 694	-	175 980
Actifs non courants	34 336	21 610	8 132	1 820	65 897

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2015
Chiffre d'affaires	76 990	15 489	5 877	-	98 356
Actifs non courants	29 999	21 759	6 685	5 572	64 014

Informations par nationalité des sociétés

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2016
Chiffre d'affaires	78 646	8 799	87 445
Actifs non courants	56 384	11 440	67 824

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 31/12/2015
Chiffre d'affaires	159 923	16 057	175 980
Actifs non courants	53 774	12 123	65 897

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2015
Chiffre d'affaires	89 452	8 904	98 356
Actifs non courants	51 446	12 568	64 014

6. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2016

Sociétés françaises		
		Société mère
AUREA	Paris 8 ^{ème}	
AUREA Assurconseil	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA Investimmo	Paris 8 ^{ème}	100%
BORITIS	Paris 8 ^{ème}	100%
BROPLAST	Izernore	100%
Compagnie Française ECO HUILE	Lillebonne	100%
EPR	Lillebonne	100%
HG INDUSTRIES	Voivres - lès - Le Mans	100%
M LEGO	Boëssé le Sec	100%
PLASTINEO	Poligny	60%
POUDMET	Bailleval	100%
REGEAL	Compiègne	100%
ROLL GOM	Tilloy les Mofflaines	100%
TREZ France	Aiguebelle	100%
SCI des Mofflaines	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI de Compiègne	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Albrecht 8	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat 2	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat 3	Paris 8 ^{ème}	100%
Sociétés étrangères		
Belgique		
AIP	Bruxelles	100%
RULO	Herinnes lez Pecq	100%
FLAUREA CHEMICALS	Ath	100%
Immobilière de Blachou	Ath	100%
BAGNOUFFE	Ath	100%
Allemagne		
BHS Kunststoff Aufbereitungs GmbH	Blieskastel Bockweiler	100%
Portugal		
AUREA Portugal	Porto	98%

Comptes consolidés au 30/06/2016

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2-III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité, commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Bry sur Marne, le 30 septembre 2016

Les commissaires aux comptes

Cabinet CFG AUDIT
Philippe JOUBERT



Cabinet Gilles HUBERT
Gilles HUBERT

